Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9924

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 4x par an
ISSN 0771.470X

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

N° 370
1-2e trimestre 2019

1 Euro

INTERNATIONALISME

www.internationalism.org
benelux@internationalism.org

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

LE CAPITALISME MENACE LA PLANÈTE ET LA SURVIE DE L'HUMANITÉ:

Seule la lutte mondiale du prolétariat a la force de mettre fin à cette menace !

Depuis plusieurs mois, se sont succédé des manifestations de jeunes dans 270 villes du monde pour protester contre la détérioration du climat et la destruction de l'environnement.

Les jeunes descendent dans la rue pour exprimer **leur inquiétude totalement justifiée** pour l'avenir de la planète et de l'espèce humaine elle-même, un avenir de plus en plus compromis par les effets d'un système de production qui détruit l'environnement naturel (tout en détruisant la vie de millions d'êtres humains par l'exploitation, la guerre et la misère qu'il provoque) et qui entraîne des changements des conditions climatiques, atmosphériques et reproductives de la planète aux conséquences toujours plus catastrophiques.

De même, ils expriment **leur indignation** face au cynisme et à l'hypocrisie des dirigeants qui ont la bouche pleine de déclarations exprimant "leur préoccupation" pour le "problème de l'environnement" et qui organisent d'innombrables forums (Kyoto, Paris, etc.) pour adopter des "mesures" aussi spectaculaires que peu efficaces alors qu'en même temps, au service de leurs desseins impérialistes et économiques, ils ne font qu'aggraver encore la détérioration de la planète.

Le piège du mouvement «pour le climat»

Nous partageons pleinement l'inquiétude et l'indignation de ces dizaines de milliers de jeunes, mais nous devons nous demander si ce mouvement, dans ses objectifs, ses approches et ses méthodes, constitue un véritable combat pour résoudre le problème, ou s'il constitue un piège qui ne peut que les conduire au découragement et à l'amertume d'être utilisés et trompés.

L'histoire des 100 dernières années regorge de ce genre de tromperies répugnantes perpétrées par les gouvernements et les partis qui servent le capitalisme. Dans les années 1930 et 1980, de grandes manifestations "pour la paix" ont été organisées par les gouvernements et les partis "démocratiques", et l'expérience a montré qu'il s'agissait d'une manipulation terrible car **avec ces mobilisations "pacifistes" ils préparaient la guerre** : la Seconde Guerre mondiale avec ses 60 millions de morts ou les innombrables guerres locales qui continuent à couvrir avec la mort, les ruines et la douleur de nombreux endroits de la planète.

Les manifestations actuelles ont pour axe de "demander aux autorités de faire quelque chose", de faire pression sur elles, voire de remplir leurs ordinateurs de mails, de tweets etc. truffés de menaces.

Mais ce sont ces mêmes autorités qui, pour défendre les intérêts capitalistes du profit maximum et l'occupation de positions stratégiques sur le marché mondial, adoptent des mesures qui ne font qu'aggraver la détérioration du climat et de l'environnement. Une telle démarche de "pression" sur les gouvernements pour qu'ils "bougent", c'est comme demander à un hacker de s'occuper de la sécurité informatique ou au renard de prendre soin des poules.

Les dirigeants des États ne sont pas "au service des citoyens" et ne cherchent pas non plus à "écouter leurs demandes". L'État n'est pas l'organe du "peuple" mais la machine exclusive et d'exclusion qui défend les intérêts de chaque capital national, de la minorité qui nous exploite et qui est responsable de la dégradation de l'environnement.

Les initiateurs du mouvement dénoncent le fait que "*depuis 40 ans, les partis politiques de toutes couleurs perdent la guerre contre le changement climatique !*" Ces partis ne font que promettre et tromper la galerie, alors qu'en pratique, ils prennent des décisions économiques, militaires ou guerrières qui contribuent à la destruction de la planète. Un lycéen genevois de 18 ans a dénoncé cette farce : "*Il y a une grande méfiance dans la politique institutionnelle, mais aussi dans les organisations environnementales comme Greenpeace, qui sont perçues comme trop modérées et institutionnalisées.*"

Les manifestations se concentrent sur la réalisation de "conversations" avec des ministres, des parlementaires, des groupes de pression et des militants écologistes. Cela ne sert qu'à laver le visage de l'État démocratique et à se perdre dans le labyrinthe des lois et des politiques gouvernementales. Les tentatives de "dialogue" avec les porte-parole politiques ne débouchent que sur des promesses grandiloquentes qui ne résolvent rien.

Le mot d'ordre des manifestations se propose de "*Sauver le climat, changer le système*", une formule vague qui se traduit par "passer à la pratique" et se perdre dans une série de mesures locales ou régionales qui ne résolvent absolument rien et causent fatigue et déception.



Dans différentes écoles, par exemple, des "comités climat" ont été créés pour développer des "projets climat" par école. Sous le slogan "*Changez le monde, commencez par vous-même*", l'objectif proposé est de réduire votre propre "empreinte écologique".

Ce genre d'orientation est particulièrement pervers car elle NOUS FAIT SENTIR COUPABLES DE LA CATASTROPHE CLIMATIQUE, transformant un problème historique et global causé par le capitalisme en un problème "domestique" causé par des individus. La réduction de "notre empreinte écologique" consisterait à utiliser moins d'eau pour faire la vaisselle, à ne se doucher qu'une fois par semaine et à ne pas tirer la chasse d'eau.

Cette approche de "responsabilisation des individus " est particulièrement dangereuse. Tout d'abord, parce qu'elle sert à exonérer de toute responsabilité le Capital ainsi que les États et gouvernements qui le servent.

Deuxièmement, parce qu'elle fait de ces milliers de jeunes qui sont aujourd'hui des écoliers ou des étudiants mais qui demain seront des travailleurs ou des chômeurs, des "citoyens" qui "exigent et réclament auprès de leurs gouvernants". Cela induit une fausse image de la société dans laquelle nous vivons : elle n'est pas formée par des "citoyens libres et égaux" mais par des classes sociales confrontées à des intérêts antagonistes : une minorité, la classe capitaliste, qui possède presque tout et qui est de plus en plus riche, et une immense majorité, le prolétariat, qui ne possède rien et est toujours plus pauvre.

Et, troisièmement, et c'est le plus grave : l'approche individualiste de "*faisons chacun quelque chose pour le climat*" conduit à la division et à la confrontation au sein de la classe ouvrière elle-même. Lorsque des usines automobiles ou d'autres branches industrielles ou logistiques seront fermées au nom de la "lutte pour le climat", les autorités pointeront du doigt les travailleurs qui résistent aux licenciements en les dénonçant comme complices de la dégradation du climat.

Avec la même approche, mais inversée ("*arrêtons de parler du changement climatique et gardons les emplois*"), le démagogue populiste Trump a obtenu de nombreuses voix dans les États industriels sinistrés du Midwest américain ("la ceinture de la rouille") qui lui ont permis de remporter l'élection présidentielle.

C'est un dilemme dans lequel ils veulent nous piéger : maintenir l'emploi au détriment du climat ou perdre les conditions de vie et l'emploi lui-même afin de "sauver la planète" ? C'est un piège crapuleux avec lequel le capitalisme sauve

(suite à la page 3)

CRISE AU VENEZUELA

Ni Guaido, ni Maduro ! Les travailleurs ne doivent soutenir aucune des fractions bourgeoises

L'affrontement qui, depuis des années, oppose les fractions bourgeoises rivales de l'opposition et du chavisme au Venezuela a franchi un palier supplémentaire dès les premiers jours de 2019. Ceci dans le contexte d'un approfondissement sans précédent de la crise économique et sociale, dont le signe le plus évident est l'augmentation de la misère que vit une grande partie de la population, mais aussi dans le cadre d'un scénario où s'aiguise la rivalité entre les grandes puissances, rivalité dans laquelle la soi-disant "communauté internationale" joue également un rôle important, les uns en accordant ouvertement leur aide au régime de Nicolas Maduro, les autres en soutien à la proclamation de Juan Guaido comme président. Ce sont les États-Unis qui ont donné le ton, à travers leur reconnaissance de Guaido comme président du Venezuela, en déchaînant une stratégie plus appuyée et de grande ampleur pour écarter définitivement Nicolas Maduro du pouvoir. Cette menace n'exclut pas, comme l'ont avancé de hauts fonctionnaires et Donald Trump lui-même, une intervention militaire des États-Unis, utilisant comme alibi "l'aide humanitaire" à la population. Les réactions en soutien à Nicolas Maduro sont venues surtout de pays comme la Russie et la Chine, principaux alliés du chavisme. Nous ne pouvons pas exclure que les tensions impérialistes actuelles débouchent sur une guerre entre grandes puissances, chacune utilisant ses pions locaux (Maduro et Guaido) ; cependant, plus qu'une confrontation militaire directe entre les grandes puissances, le danger potentiel le plus important réside dans l'impasse que constituerait l'utilisation de la population en général et des travailleurs en particulier comme chair à canon dans une guerre entre gangs et au prix d'une encore plus grande effusion de sang. Les plus de 40 morts et la répression brutale (plus de 900 emprisonnements au cours des seules dernières semaines de janvier) ne représentent qu'un petit échantillon de cette réalité.

Avant cette escalade de la confrontation entre les fractions bourgeoises de droite et de gauche au Venezuela, qui va bien au-delà des frontières de ce pays, il est important et urgent d'appeler le prolétariat vénézuélien et mondial à comprendre le danger imminent d'un massacre dans ses rangs, à ne s'affilier à aucune des fractions du capital en présence, qu'elle vienne de l'intérieur comme de l'extérieur du pays, de se maintenir sur son terrain de classe et de rejeter cet engrenage infernal de chaos et de barbarie dans lequel s'enfonce la région, expression de la décomposition dans laquelle nous plonge le capitalisme. (1)

(suite à la page 4)



● **Le capitalisme menace la planète et la survie de l'humanité:**
Seule la lutte mondiale du prolétariat a la force de mettre fin à cette menace ! 1
● **Crise au Venezuela:** Ni Guaido, ni Maduro !
Les travailleurs ne doivent soutenir aucune des fractions bourgeoises 1
● **Algérie:**
Avec ou sans Bouteflika, c'est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections! 3
● **Courrier des lecteurs:**
Le mouvement des "gilets jaunes" peut-il ouvrir la voie à la lutte de classe ? 5
● **1919 : fondation de l'Internationale Communiste** 6

(suite de la dernière page)

1919 : fondation de L'Internationale Communiste

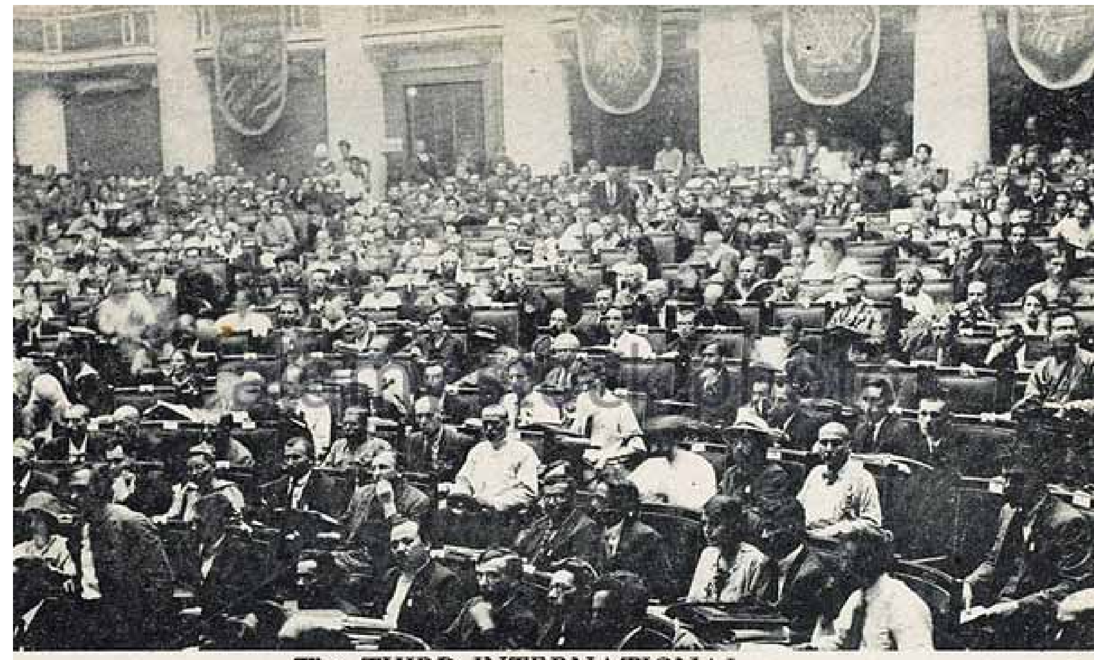
guerres et l'attitude du prolétariat a toujours été au centre des débats dans la 1ère Internationale (1864-1873) tout comme dans la 2ème Internationale (1889-1914). Dans la majeure partie du XIXème siècle, le prolétariat ne pouvait rester indifférent aux guerres d'émancipation nationale contre la réaction féodale et monarchique, en particulier contre le tsarisme.

C'est au sein de la 2ème Internationale que les marxistes, particulièrement derrière Rosa Luxemburg et Lénine, surent reconnaître le changement de période dans la vie du capitalisme survenu à l'aube du XXème siècle. Le mode de production capitaliste se trouve alors à son apogée et règne maintenant sur l'ensemble de la planète. S'ouvre ensuite la période de *"l'impérialisme, stade suprême du capitalisme"*, comme le dit Lénine. Dans cette période, la guerre européenne à venir sera une guerre impérialiste et mondiale, opposant les différentes nations capitalistes pour la dispute et le partage des colonies et du monde. C'est principalement l'aile gauche de la 2ème Internationale qui mena le combat pour armer l'Internationale et le prolétariat, dans la situation nouvelle, contre l'aile opportuniste qui abandonnait chaque jour un peu plus les principes de la lutte prolétarienne. Un des moments essentiels de cette bataille politique est le congrès international de Stuttgart en 1907, où Rosa Luxemburg, tirant les leçons de l'expérience de la grève de masse en Russie de 1905, lie la question de la guerre impérialiste à la question de la grève de masse et de la révolution prolétarienne:

"J'ai demandé la parole, dit Rosa Luxemburg, *au nom des délégations russe et polonaise pour vous rappeler que nous devons tirer sur ce point* (la grève de masse en Russie et la guerre, NDLR.) *la leçon de la grande Révolution russe... La Révolution russe n'a pas surgi seulement comme un résultat de la guerre; elle a aussi servi à mettre fin à la guerre. Sans elle, le tsarisme aurait sûrement continué la guerre..."* (Cité par B.D. Wolfe, *Lénine, Trotski, Staline,* Calmann-Lévy, 1951.)

La Gauche fait adopter un amendement de la plus haute importance à la résolution du congrès, présenté par Rosa Luxemburg et Lénine:

"Si néanmoins une guerre éclate, les socialistes ont le devoir d'œuvrer pour qu'elle se termine le plus rapidement possible et d'utiliser par tous les moyens la crise économique et politique provoquée par la guerre pour réveiller le peuple et de hâter ainsi la chute de la domination capitaliste." (Cité dans "La résolution sur la position envers les courants socialistes et la conférence de Berne", *Premier congrès de l'Internationale communiste,* Pierre Broué, EDI, 1974.)


The THIRD INTERNATIONAL.
Its celebrated Second Congress in session in the Hall of the Duma, Petrograd.
"The Parliament of Man, the Federation of the World" — Wordsworth.

En 1912, le congrès de Bâle de la 2ème Internationale réaffirme cette position face aux menaces de plus en plus fortes de guerre impérialiste en Europe :

"Que les gouvernements bourgeois n'oublient pas que la guerre franco-allemande donna naissance à l'insurrection révolutionnaire de la Commune et que la guerre russo-japonaise mit en mouvement les forces révolutionnaires de Russie. Aux yeux des prolétaires, il est criminel de s'entretuer au profit du gain capitaliste, de la rivalité dynastique et de la floraison des traités diplomatiques." (Ibid.)

La trahison et la mort de la 2ème Internationale

Le 4 août 1914 éclate la première guerre mondiale. Gangrenée par l'opportunisme, emportée par la tempête chauvine et guerrière, la 2e Internationale éclate et se meurt dans la honte : les principaux partis qui la composent -et surtout les partis sociaux-démocrates allemand, français et anglais aux mains de directions opportunistes- votent les crédits de guerre, appellent à la "défense de la patrie", à l'union sacrée" avec la bourgeoisie contre "l'étranger", et sont même récompensés en France par des postes de ministre pour leur renoncement à la lutte de classe. Ils reçoivent l'appui "théorique" du "centre" (entre les ailes droite et gauche de l'Internationale) quand Kautsky, "le pape du marxisme", séparant la guerre et la lutte de classe, déclare cette dernière possible seulement en "temps de paix". Et bien sûr impossible en "temps de guerre".

"Pour les ouvriers conscients (...), le krach de la 2ème Internationale, c'est l'abominable trahison, par la majorité des partis sociaux-démocrates, de leurs convictions, des solennelles déclarations des congrès internationaux de Stuttgart et de Bâle, des résolutions de ces congrès, etc." (Lénine, "Le krach de la 2ème Internationale", 1915, dans le recueil *Contre le Courant,* Maspéro, 1970.)

Seuls quelques partis résistent à la tempête: principalement les partis italien, serbe, bulgare et russe. Ailleurs, des militants bien souvent isolés, essentiellement de la Gauche, tels Rosa Luxemburg et les "Tribunistes" hollandais autour de Pannekoek et Gorter, vont rester fidèles à l'internationalisme prolétarien et à la lutte de classe, et essayer de se regrouper.

La mort de la 2ème Internationale signifie une lourde défaite pour le prolétariat, qu'il paiera de son sang dans les tranchées. Nombre d'ouvriers révolutionnaires vont disparaître dans la boucherie. Pour les "sociaux-démocrates révolutionnaires", c'est la perte de leur organisation internationale, qui est à reconstruire:

"La 2ème Internationale est morte vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme, et vive la 3ème Internationale débarrassée non seulement des transfuges (...) mais aussi de l'opportunisme !" (Lénine, *"Situation et tâches de l'Internationale socialiste"*, 1er octobre 1914, Ibid.)

Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal: un pas vers la construction de l'Internationale Communiste

En septembre 1915 se tient "la conférence socialiste internationale de Zimmerwald". Elle devait être suivie d'une seconde conférence en avril 1916 à Kienthal, toujours en Suisse. Malgré les conditions de guerre et de répression, des délégués de 11 pays y participent, d'Allemagne, d'Italie, de Russie, de France, etc.

Le *Manifeste de Zimmerwald* reconnaît la guerre comme une guerre impérialiste. La majorité de la conférence se refuse à dénoncer la droite opportuniste des partis social-démocrates passés dans le camp de 1'"union sacrée" et à envisager la scission d'avec elle. Cette majorité centriste est pacifiste, et défend le mot d'ordre de la "paix".

Unie derrière les représentants de la fraction bolchevik, Lénine et Zinoviev, la "gauche zimmerwaldienne" défend la nécessité de la rupture et de la construction de la 3ème Internationale. Contre le pacifisme, elle affirme que *"la lutte pour la paix sans action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère"* (Lénine) et elle oppose au centrisme le mot d'ordre de *"transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Ce mot d'ordre, précisément, est indiqué par les résolutions de Stuttgart et de Bâle."* (Lénine.) Bien que la Gauche se renforce d'une conférence à l'autre, elle ne réussit pas à convaincre les délégués et reste minoritaire. Pourtant, elle tire un bilan positif :

"La deuxième conférence de Zimmerwald (Kienthal) constitue indiscutablement un progrès, c'est un pas en avant. (...) Que faire donc demain? Demain, continuer à lutter pour notre solution, pour la social-démocratie révolutionnaire, pour la 3ème Internationale! Zimmerwald et Kienthal ont montré que notre voie était la bonne." (Zinoviev, 10 juin 1916, Ibid.)

La rencontre et le combat communs des gauches de différents pays durant les conférences a permis la constitution du *"premier noyau de la 3ème Internationale en formation"*, devait reconnaître Zinoviev en mars 1918.

La réalisation par le prolétariat des résolutions des congrès de Stuttgart et de Bâle

Nous l'avons vu précédemment, la révolution prolétarienne, en Russie de 1917, ouvre une période de vague révolutionnaire dans toute l'Europe. La menace prolétarienne décide la bourgeoisie internationale à mettre fin au carnage impérialiste. Le mot d'ordre de Lénine se réalise: le prolétariat russe puis international transforme la guerre impérialiste en guerre civile. Le prolétariat rend ainsi honneur à la Gauche de la 2ème Internationale en appliquant la fameuse résolution de Stuttgart.

La guerre a rejeté définitivement la droite opportuniste des partis sociaux-démocrates dans le camp de la bourgeoisie. La vague révolutionnaire met au pied du mur les pacifistes du centre, et va mener à son tour une grande partie d'entre eux -surtout les dirigeants, comme Kautsky - à rejoindre l'ennemi de classe. Il n'existe plus d'Internationale. Les nouveaux partis qui se constituent en rupture avec la social-démocratie commencent à adopter l'appellation de "parti communiste", en même temps que la vague révolutionnaire nécessite et pousse à la constitution du parti mondial du prolétariat, la 3ème Internationale.

La constitution de pic et la continuité politique et principielle avec la 2ème Internationale

L'Internationale, qui prend le nom d'Internationale communiste, se forme donc en mars 1919 sur la base de la rupture organique avec la droite des partis de la défunte 2e Internationale. Pour autant, elle ne rejette pas les principes et les apports de celle-ci:

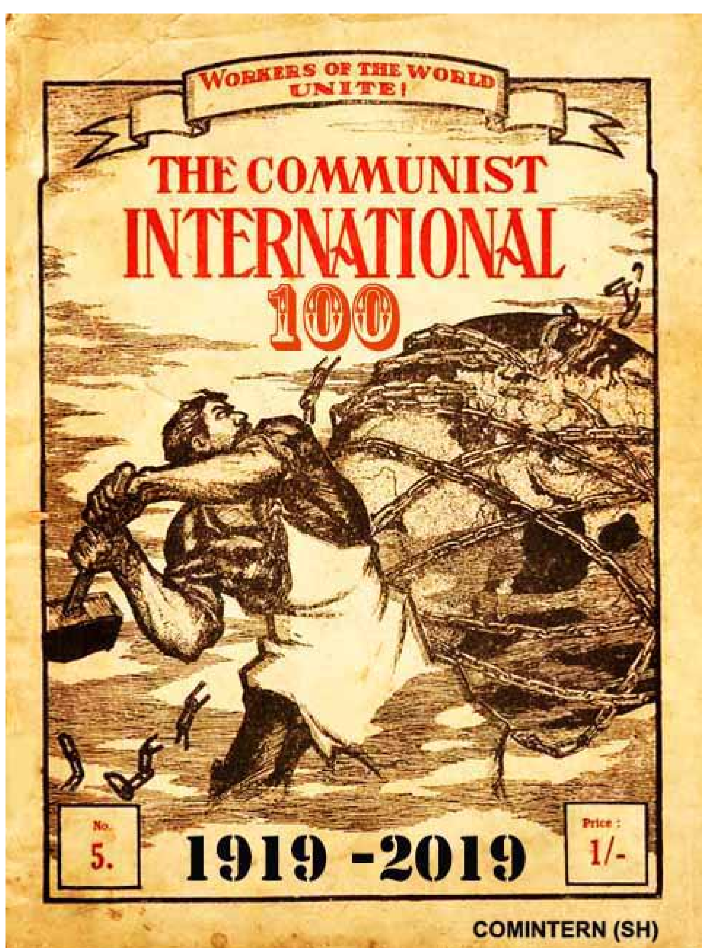
"Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des partis socialistes officiels surannés, nous nous considérons, nous communistes, rassemblés dans la 3e Internationale, comme les continuateurs directs des efforts héroïques et du martyre de toute une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Si la 1ème Internationale a prévu le développement de l'histoire et préparé ses voies, si la 2ème a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la 3ème Internationale, elle, est l'Internationale de l'action de masse ouverte, de la réalisation révolutionnaire, l'Internationale de l'action." ("Manifeste de l'IC", P. Broué, Ibid.)

Les courants, les fractions, les traditions et les positions défendues et approfondies par la Gauche, qui vont être à la base de l'IC, sont apparus et se sont développés au sein de la 2ème Internationale:

"l'expérience est là pour nous prouver que c'est seulement un groupement sélectionné dans le milieu historique où s'est développé le prolétariat d'avant-guerre: la 2ème Internationale, que la lutte prolétarienne contre la guerre impérialiste a pu être poussée à ses conséquences extrêmes car il est le seul ayant pu formuler un programme avancé de la révolution prolétarienne et, par là, le seul qui ait pu jeter les bases pour le nouveau mouvement prolétarien." ("Bilan" n° 34, Bulletin théorique de la fraction italienne de la Gauche communiste, août 1936.)

Au-delà d'individus tels Lénine, Rosa Luxemburg, Anton Pannekoek, au-delà même des groupes et fractions des partis sociaux-démocrates tels les bolcheviks, les gauches allemande, hollandaise, italienne, etc., il existe une continuité politique et organique entre la Gauche de la 2ème Internationale, la Gauche de Zimmerwald et la 3ème Internationale. C'est sur l'initiative du Parti communiste (bolchevik) de Russie -ex-Parti ouvrier social-démocrate (bolchevik) de Russie adhérant à la 2ème Internationale- et du Parti communiste d'Allemagne -ex-Ligue Spartacus- qu'est convoqué le premier congrès de la nouvelle Internationale. Les bolcheviks ont animé et entraîné la Gauche à Zimmerwald. Celle-ci, véritable lien organique et politique entre la 2ème et la 3ème Internationale comme "fraction de gauche" de la 2ème, tire le bilan de son combat passé et indique la nécessité de l'heure:

"Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal eurent leur importance à



une époque où il était nécessaire d'unir tous les éléments prolétariens décidés sous une forme ou une autre à protester contre la boucherie impérialiste. (...) Le groupement de Zimmerwald a fait son temps. Tout ce qui était véritablement révolutionnaire dans le groupement de Zimmerwald passe et adhère à l'Internationale communiste." ("Déclaration des participants à Zimmerwald", P. Broué, Ibid.)

Nous insistons particulièrement sur la continuité qui existe, entre les deux Internationales. En effet, nous l'avons vu, l'IC ne surgit pas du néant au niveau organique. Il en est de même au niveau de son programme et de ses principes politiques. Ne pas reconnaître le fil historique qui les relie serait tombé dans l'anarchisme, incapable de comprendre le déroulement de l'histoire, ou céder au spontanéisme le plus mécanique en voyant l'IC comme le produit du seul mouvement révolutionnaire des masses ouvrières.

Ne pas reconnaître la continuité, c'est l'impossibilité de comprendre en quoi l'IC rompt avec la 2ème Internationale. Car, s'il y a continuité entre les deux -continuité de principe s'exprimant entre autre dans la résolution de Stuttgart-, il y a aussi une rupture. Rupture matérialisée dans le programme politique de l'IC, dans ses positions politiques et dans sa pratique organisationnelle et militante comme "parti communiste mondial". Rupture au travers des faits eux-mêmes, dans l'emploi des armes et la répression sanguinaire, par le gouvernement de Kerenski, auquel participent mencheviks et socialistes-révolutionnaires, membres de la 2ème Internationale, contre le prolétariat et les bolcheviks en Russie, par le gouvernement social-démocrate de Noske-Scheidemann contre le prolétariat et le KPD en Allemagne.

Ne pas reconnaître cette "rupture dans la continuité", c'est rendre impossible aussi la compréhension de la dégénérescence de l'IC dans les années 20 et le combat qu'ont mené en son sein, et par la suite dans les années 30 en dehors, car exclues, les fractions de la Gauche Communiste "italienne", "allemande" et "hollandaise" pour ne citer que les plus importantes. C'est de ces fractions de gauche, de leur défense des principes communistes et de leur travail de bilan critique de l'IC et de la vague révolutionnaire de 1917-23, que les groupes communistes d'aujourd'hui et les positions qu'ils défendent sont le produit.

Ne pas reconnaître l'héritage de la 2ème, l'héritage politique du prolétariat, rend incapable de comprendre les fondements des positions de l'IC, ni la validité actuelle de certaines d'entre elles parmi les plus importantes, ni les apports des fractions des années 30. C'est-à-dire être incapable de défendre de manière conséquente, assurée et déterminée les positions révolutionnaires aujourd'hui■

R.L.

Pour la suite de cet article, voir : https://fr.internationalism.org/rinte57/ic.htm

Dans le reste de l'article, on explique en quoi consiste la rupture de l'IC avec la 2ème Internationale et quelles en sont les conséquences. Ceci est prévu dans le programme politique de l'I.C.

Les points les plus importants sont les suivants :

- Le déclin historique irréversible du capitalisme ;
- Les implications politiques de l'époque de décadence du capitalisme ;
- La révolution et la dictature du prolétariat .

Il y a aussi les *"Les thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat "*, présentées par Lénine le troisième jour du Premier Congrès.

La dernière partie : *"Aujourd'hui et demain : suite du travail de L'IC"* traite des leçons à tirer de la politique de la Troisième Internationale : les énormes progrès réalisés par rapport à la Deuxième Internationale, mais aussi les erreurs commises durant son existence.

(suite de la première page)

LE CAPITALISME MENACE LA PLANÈTE SEULE LE PROLÉTARIAT PEUT METTRE FIN À LA MENACE

ses intérêts égoïstes enveloppés dans le drapeau attrayant de "sauver la planète"

.

L'alternative est entre les mains du prolétariat mondial

Les problèmes de destruction de la nature, d'épuisement des ressources naturelles, de détérioration et de réchauffement du climat **ne peuvent être résolus qu'à l'échelle mondiale.** La bourgeoisie ne peut pas et ne veut pas le faire parce que, dans le capitalisme, l'État-nation est la forme la plus élevée d'unité qu'elle peut atteindre. En conséquence, les nations s'affrontent comme des vautours, aussi " verts " que soient leurs gouvernements, malgré l'existence de conférences internationales et d'organisations supranationales telles que l'ONU ou l'Union européenne.

Les organisations internationales comme l'ONU n'ont pas pour objectif de "résoudre les problèmes de la population mondiale". Il n'y a pas de "communauté internationale des nations". Au contraire, le monde est le théâtre d'une confrontation impérialiste brutale entre tous les États et d'une compétition à mort pour en tirer le meilleur profit. L'ONU ou la multitude d'organisations internationales de "coopération" sont des repaires de brigands utilisés par chaque capital national pour imposer ses propres intérêts.

La seule classe qui puisse affirmer un véritable internationalisme est la classe ouvrière.

Quelles forces sociales peuvent réaliser un changement si fondamental ? Contrairement à la bourgeoisie, la classe ouvrière est capable de s'unir au niveau mondial, de surmonter les divisions et les oppositions entre États-nations et n'a aucun privilège à défendre dans la société d'exploitation actuelle. Ce n'est que dans le cadre d'une lutte révolutionnaire de la classe ouvrière mondiale que les problèmes environnementaux pourront être pris en main.

La classe ouvrière n'a aucun intérêt, en tant que classe la plus exploitée de la société, à défendre ce système décadent et, d'autre part, en raison de la manière associée dont elle est organisée dans le capitalisme, elle peut semer les graines d'une autre société, une société qui n'impose pas une division entre les peuples, entre la nature et les produits qui en découlent, entre l'homme et son environnement naturel. Quand la classe ouvrière s'affirme comme classe autonome en développant une lutte massive, sur son propre terrain de classe, elle entraîne derrière elle une part toujours plus grande de la société, derrière ses propres méthodes de lutte et ses mots d'ordre unitaires et, finalement, son propre projet révolutionnaire de transformation de la société.

Le mouvement contre le réchauffement climatique se développe dans un contexte d'absence quasi totale de luttes de la classe ouvrière, qui fait également face à une perte de confiance en soi et même de sa propre identité de classe. En conséquence, la classe ouvrière n'est pas encore en mesure de répondre à la question que se poseront certains des participants au mouvement pour le climat, à savoir celle d'une perspective d'avenir face à une société capitaliste qui se dirige vers l'abîme.

Que pouvons-nous faire ? Il ne s'agit pas de ne rien faire, il s'agit de rejeter le prétexte de "faire quelque chose" pour appuyer, avec ce prétexte, les partis et les gouvernements qui servent le capitalisme.

L'indignation et l'inquiétude pour l'avenir de la planète commenceront à trouver un cadre historique de réponse avec le développement des luttes de la classe ouvrière mondiale face aux attaques contre ses conditions de vie, les licenciements, etc. car il y a une unité entre la lutte contre les effets de l'exploitation capitaliste et la lutte pour son abolition.

Les jeunes qui participent au mouvement doivent comprendre qu'ils ne sont pas de "futurs citoyens" mais, dans leur très grande majorité, de futurs précaires, de futurs chômeurs, de futurs exploités, qui devront unir à leur lutte contre l'exploitation capitaliste la lutte contre la guerre, la catastrophe environnementale, la barbarie morale, etc. que ce système d'exploitation transpire par tous ses pores.

C'est ce que le mouvement contre le Contrat Première Embauche en France en 2006 ou le mouvement des Indignés en Espagne et dans d'autres pays a commencé à faire, bien que très timidement, en 2011. C'étaient des mouvements de jeunes qui entrevoyaient que leur avenir n'est pas celui de "citoyens libres et égaux" mais celui d'exploités qui doivent lutter contre l'exploitation pour finalement l'abolir.

Dans le capitalisme, il n'y a pas de solution : ni à la destruction de la planète, ni aux guerres, ni au chômage, ni à la précarité. Seule la lutte du prolétariat mondial avec tous les opprimés et exploités du monde peut ouvrir la voie à une alternative■

Courant Communiste International
(14-3-2019)

Algérie: avec ou sans Bouteflika, c'est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections!

Avec la vague de protestation populaire qui a inondé les rues d'Alger, d'Oran ou de Constantine, pour faire « dégager » Bouteflika et son clan, le vieux président a fini, semble-t-il par céder sous la pression de son « peuple » *: «Il n'y aura pas de cinquième mandat et il n'en a jamais été question pour moi, mon état de santé et mon âge ne m'assignant comme ultime devoir envers le peuple algérien que la contribution à l'assise des fondations d'une nouvelle République en tant que cadre du nouveau système algérien que nous appelons de tous nos vœux»* (message de Bouteflika à la nation, diffusé par les medias le 11/03/2019). Première étape d'une victoire du peuple pour un projet démocratique nous disent les médias ! Alors que la foule en liesse criait « victoire !», le président sortant a fini par annoncer qu' *« il n'y aura pas d'élection présidentielle le 18 avril prochain. Il s'agit ainsi de satisfaire une demande que vous avez été nombreux à m'adresser »* La colère populaire a été galvanisée par cette déclaration. Pour la population algérienne, ce départ est clairement apparu comme un faux départ, une contorsion de Bouteflika et son clan pour prolonger son mandat sans passer par la case...électorale. Quelle farce ! Dans les manifestations, on pouvait entendre « *Il faut que le peuple soit souverain, qu'il décide de son destin et de son avenir et de son Président» ; « Avec le départ de Bouteflika, nous pourrons avoir de nouveaux partis politiques qui peuvent émerger et nous donner une nouvelle Algérie».*

Ces jeunes, précaires, chômeurs, lycéens, étudiants qui se sont portés à la tête de la contestation, entraînant derrière eux des familles entières, des catégories sociales de toute sorte, boutiquiers, petits commerçants, fonctionnaires, etc… sont mobilisés depuis le 22/02/2019 par centaines de milliers. Du jamais vu contre la candidature d'un cinquième mandat présidentiel de Bouteflika, dénonçant son système corrompu. Le discrédit de Bouteflika au sein de la population est tellement fort que personne ne croit à son discours de départ, Les manifestations massives continuent pour exiger la fin du système *« boutef »* et l'instauration d'une « vraie démocratie ».

La classe ouvrière en Algérie ne doit pas se raconter des histoires. Quelle que soit la clique au pouvoir, son sort sera toujours celui d'être une classe exploitée. Dans cette union nationale « populaire » pour chasser toute cette clique de dirigeants haïe, le prolétariat est complètement noyé dans le « peuple algérien», au milieu de secteurs de la bourgeoisie « progressiste», de la petite bourgeoisie, des intellectuels et autres « démocrates » nationalistes. Le terrain de la défense de la démocratie bourgeoise, le terrain nationaliste aspirant à une « Algérie nouvelle », n'est pas celui de la classe ouvrière. Défendre la démocratie bourgeoise et son cirque électoral, aspirer au renouveau de la nation algérienne, c'est abandonner le combat



contre l'exploitation.

C'est toujours la classe dominante qui gagne les élections ! Quelle que soit la fraction dirigeante au pouvoir, tous les gouvernements, tous les chefs d'Etat dans tous les pays du monde n'ont qu'une seule fonction : gérer le capital national, défendre les intérêts et préserver les privilèges de la bourgeoisie sur le dos de la classe ouvrière. Certes le clan Bouteflika s'est montré particulièrement méprisant, arrogant, étalant ostensiblement sa richesse alors que la majeure partie de la population vit dans des conditions de misère effroyable. Mais il suffit de voir ce qui se passe dans les pays où règne une « démocratie pluraliste », où les gouvernements de droite comme de gauche se sont succédé : la classe ouvrière y subit la même exploitation ; la misère, le chômage, la dégradation de ses conditions de vie et de travail, les attaques sur les salaires n'ont fait que se développer d'année en année. Les prolétaires en Algérie ne doivent pas se laisser envoûter par les chants de sirènes des syndicats qui les appellent à rejoindre la contestation populaire en organisant une grève générale. Une grève non pas contre la misère, l'exploitation, la dégradation de toutes les conditions de vie, mais pour remplacer Bouteflika par un « bon » chef d'Etat soucieux des intérêts du « peuple » et pour la construction d'une « Algérie nouvelle » toutes classes confondues. Tous ces partis menteurs, ces « hommes providentiels », ces syndicats saboteurs de la lutte de classe, promettent aux exploités en Algérie un avenir radieux dans une « Algérie nouvelle », plus démocratique, alors que l'ensemble du monde capitaliste plonge de plus en plus dans une crise économique qui frappe de plein fouet la classe ouvrière mondiale. Le prolétariat en Algérie sait ce que veut dire se battre contre l'exploitation. Dans le passé, il a su mener des grèves dans différents secteurs, il a su faire face à la répression de la clique Bouteflika. Il ne doit pas se bercer d'illusions : demain, même si Bouteflika « dégage », ce sera cette même répression qui s'abattra sur la classe exploitée si elle ose vouloir défendre ses propres intérêts en se mobilisant sur son propre terrain de classe, une répression commanditée par un gouvernement «new look» et démocratiquement élu.

En Algérie, comme dans l'ensemble du monde capitaliste, le prolétariat doit rejeter la mystification électorale bourgeoise et le poison du nationalisme. Bouteflika, ce potentat sénile, n'est que la personnification d'un système capitaliste mondial sénile qui n'a rien à offrir aux exploités que toujours plus de misère et de répression. En Algérie, comme dans tous les pays, il n'y a qu'une seule alternative : la lutte autonome des prolétaires contre leurs exploiteurs■!

Raymond.

(suite de la première page)

CRISE AU VENEZUELA

La carte Guaido : une stratégie “made in USA”

La mise sur le devant de la scène de Guaido ne surgit pas du néant ; sa propulsion soudaine dans l’arène politique a été minutieusement préparée par les États-Unis, avec l’appui des membres de l’opposition vénézuélienne dans le pays comme celui des membres de la prétendue communauté internationale (le Groupe de Lima en Amérique latine, à l’exception du Mexique) qui soutiennent la stratégie des États-Unis contre le régime de Maduro. L’attitude agressive et déterminée des États-Unis contre Maduro s’appuie et s’est notablement renforcée avec le triomphe électoral de Jair Bolsonaro au Brésil (dans lequel les États-Unis eux-mêmes ont pris une grande part). Ce n’est pas par hasard si la première déclaration commune avec Mike Pompeo (secrétaire d’État américain) lors de la cérémonie d’investiture de Bolsonaro concernait “la lutte contre le socialisme” et le rétablissement de la “démocratie” au Venezuela. De cette manière, le Venezuela s’est retrouvé encerclé sur ses frontières les plus importantes, à l’Ouest par la Colombie (principale alliée des États-Unis en Amérique du Sud) et au Sud par le Brésil. Plusieurs pays de l’Union européenne ont fini aussi par reconnaître la légitimité de Guaido, tout en essayant de développer leur propre intervention impérialiste à travers le soi-disant “Groupe de Contact” qui tente d’affaiblir l’action américaine.

Cette réaction énergique des États-Unis et de ses alliés dans la région profite en toile de fond de la situation créée par l’émigration de nombreux Vénézuéliens fuyant la misère et la barbarie imposées par le régime bourgeois de gauche du chavisme et qui s’est poursuivie sous Maduro (qui, selon les chiffres de l’ONU, s’est traduite par la migration de plus de quatre millions de personnes). L’opposition vénézuélienne s’est lancée dans cette offensive contre Maduro (la même opposition qui, à cause des conflits d’intérêts et du poids de la décomposition dans ses rangs, avait ouvert la voie de l’accession au pouvoir de l’aventurier Chavez en 1999) en utilisant les manifestations de colère que cela a suscité dans les rangs des ouvriers et de la population en général qui n’ont pas la force d’affronter de manière cohérente à la fois le régime chaviste et les secteurs bourgeois d’opposition à cause de la division créée par l’affrontement politique entre les fractions du capitalisme. (2)

Les secteurs de l’opposition, affaiblis par les conflits d’intérêts en leur sein, prétendent maintenant se rassembler derrière la personne de Guaido dans une autre aventure qui obtient un appui dans la population à cause du désespoir occasionné par la faim et la misère. L’action de la majorité de la bourgeoisie régionale et mondiale qui se positionne aujourd’hui contre Maduro met en évidence l’hypocrisie des classes exploiteuses parlant maintenant de respect des droits de l’homme, après avoir chanté les louanges d’un Chavez “défenseur des pauvres” qui aurait réussi à sortir “de la misère et de leur invisibilité” des millions de pauvres au Venezuela et aurait réparti les bénéfices dans la population grâce au prix élevé du pétrole alors qu’en fait il consolidait les fondations de la barbarie qui sévit aujourd’hui, enrichissant la classe des dirigeants militaires et civils qui défendent actuellement leurs privilèges en mettant le pays à feu et à sang.(3)

De son côté, le régime chaviste s’est proclamé “socialiste” et “révolutionnaire” alors qu’il a, en réalité, imposé au Venezuela un brutal régime de capitalisme d’État à outrance, du même style que les régimes dictatoriaux à Cuba, en Chine, en Corée du Nord ou les prétendus représentants du “socialisme arabe”.(4) Ce régime s’est proclamé en lutte contre le “néolibéralisme sauvage”, mais les effets de ce “socialisme” se sont révélés tout aussi dévastateurs pour la population : l’état d’extrême pauvreté touche 61,2 % de la population et 87 % des familles vivent avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté, plus de 10 % des enfants souffrent de dénutrition grave, entre cinq et six enfants sont morts, en moyenne, chaque semaine en 2017 pour cause de malnutrition ou de maladie, et, en 2017 et 2018, l’hyperinflation a dépassé 1 000 000 %, ce qui a pulvérisé les salaires. Non seulement la politique chaviste a éliminé pratiquement les conventions collectives mais en plus a instauré un régime de répression à l’intérieur des lieux de travail et des entreprises.



Ces modèles de gestion du capital comme celui du régime chaviste sont des régimes qui n’ont rien à voir avec le communisme pour lequel ont combattu Marx, Engels, Lénine, Rosa Luxemburg et tous ceux qui ont posé la nécessité d’en finir avec l’État bourgeois (que ce soit sous des gouvernements de droite ou de gauche) et avec les lois aveugles du mode de production capitaliste. Nous devons avoir présent à l’esprit que ni la gauche du capital ni les fractions de droite de la bourgeoisie ne peuvent trouver une issue à la crise du capitalisme dans cette phase de décomposition ; nous pouvons voir par exemple comment la droite en Argentine, après avoir supplanté les gouvernements de gauche des Kirchner, est désormais plongée dans une crise bien pire dont elle se décharge sur le dos des ouvriers. Il est en train de se passer la même chose avec le gouvernement de Bolsonaro au Brésil.

Le chavisme, et ses adorateurs gauchistes du monde entier, tout comme les différentes oppositions de centre ou de droite, ont hardiment essayé, en diffusant toutes sortes de mensonges et de confusions, de déformer l’héritage historique du marxisme et les leçons qu’ont laissées les luttes du mouvement ouvrier, quand ils ne cherchaient pas à l’effacer complètement, et cela aussi bien quand ils s’auto-proclament “marxistes” que quand ils identifient le “socialisme du XXIe siècle” au “communisme”. Tous ont essayé de maintenir leur domination de classe ; maintenant, c’est au tour de la droite ou du centre droit, en disant qu’il faut éradiquer le “communisme” en Amérique latine en l’identifiant au chavisme ou au castrisme.

Les grandes puissances attisent le chaos dans la région

Comme cela a déjà été évoqué, Guaido a été promu par les États-Unis qui cherchent à rétablir le contrôle le plus étroit sur son arrière-cour. La Chine, avec l’accroissement de son influence en Amérique latine et dans d’autres pays du monde au moyen notamment de son ambitieux programme appelé la “route de la soie”, prétend non seulement se tailler une part plus grande du marché mondial à sa portée mais encore aspire à une implantation stratégique impérialiste à l’échelle mondiale. À travers son extension sur le terrain économique, la Chine tente de tisser une toile impérialiste de dimension mondiale pour défaire le cordon sanitaire qui l’entoure depuis la période d’Obama aux États-Unis (Japon, Corée du Sud, Philippines, Inde, etc.). En ce sens, les alliances avec le Venezuela, l’Équateur, le Nicaragua, etc. revêtent beaucoup d’importance aux regards des ambitions impérialistes de la Chine. “L’opération Guaido” est une contre-attaque des États-Unis qui s’ajoute aux positions gagnées en Argentine et au Brésil et à la fidélité traditionnelle de l’alliance avec la Colombie.

Le premier pas de l’opération impérialiste des États-Unis est le déploiement d’une prétendue “aide humanitaire”. C’est le comble du cynisme et de l’hypocrisie que d’utiliser la faim, le manque de médicaments, la situation désespérée de millions de travailleurs et d’exploités au Venezuela pour mener la première phase de sa stratégie contre le régime de Maduro. Les camions qui apportent des aliments et des médicaments et qui sont stationnés sur le fameux pont aux petites boutiques dans la ville colombienne de Cucuta sont l’équivalent d’envois de missiles et d’avions porteurs de bombes. Avec eux, l’impérialisme américain tente de mettre dans une situation inconfortable son rival impérialiste chaviste : celle de rejeter la nourriture et les médicaments destinés à une population mourant de faim. Les deux protagonistes, américains comme chavistes, les partisans de Guaido comme ceux de Maduro, démontrent ainsi leur cynisme répugnant. Les premiers exploitent la faim parmi la population comme une arme de guerre, répétant la même opération déjà réalisée par Clinton en 1998-99 en Serbie où des tonnes d’aliments ont été balancées par des avions-porteurs pour affaiblir le régime adverse de Milosevic ou de la manœuvre similaire effectuée en Haïti en 2004. (5) Les seconds, avec Maduro à leur tête, rejetant l’aide démontrant ainsi ce qui est une évidence : ils se fichent complètement de la faim, du sort et des souffrances indicibles des populations.

Maduro va se cramponner le plus possible au pouvoir et, sans doute, la Chine et la Russie feront tout leur possible pour le soutenir. Jusqu’ici, l’armée et les forces de répression ont suivi en rangs serrés le chavisme. Ce qui est maintenant prévu, c’est d’affaiblir cette fidélité “inébranlable” de l’appareil militaro-policier envers Maduro. Pour mener à bien cette opération de déstabilisation, le danger d’affrontements armés se dessine à l’horizon. Étant donné la gravité des enjeux impérialistes et le degré élevé de décomposition idéologique, politique, économique et social qui s’est développé au Venezuela, il existe une réelle possibilité pour que la situation débouche même sur le déchaînement d’une guerre civile ou, du moins, dégénère en séries d’affrontements avec des bains de sang à répétition, ce qui provoquerait une spirale croissante de chaos et une multiplication de règlements de comptes en tout genre dans lesquels le pays comme toute la région peuvent finir par s’effondrer. La crainte de cette perspective est, par ailleurs, alimentée par les analyses de l’Observatoire vénézuélien de la Violence qui estime qu’il existe dans le pays huit millions d’armes à feu circulant illégalement. Il n’y a, en outre, pas de données précises sur le nombre d’armes entre les mains du crime organisé auquel il faut ajouter la menace du gouvernement chaviste de livrer 500 000 fusils à ses milices paramilitaires.

L’exode massif de la population vénézuélienne vers des pays de la région comme la Colombie, le Brésil, l’Argentine, le Chili, l’Équateur et le Pérou (avec des caravanes de marcheurs similaires à celles qui sillonnent les routes depuis le Honduras jusqu’aux États-Unis) constitue aussi un facteur de propagation du chaos. C’est un problème qu’il ne faut pas sous-estimer et auquel les bourgeoisies des pays les plus concernés répondent en lançant des campagnes racistes et xénophobes conçues comme des barrières contre la propagation du chaos. (6)

Seul le prolétariat offre la perspective d’un futur pour l’humanité

La crise du capitalisme est imparable, elle se nourrit jour après jour des propres contradictions du système. Pour cette raison, la sortie de la crise que subissent les exploités jusque dans leur chair sera seulement possible par l’union des prolétaires du Venezuela, de toute la région et du monde entier. Dans la phase actuelle de décomposition du capitalisme, il n’y a aucun pays du monde qui ne soit pas menacé de souffrir de la barbarie qui affecte aujourd’hui la vie quotidienne au Venezuela. Ni les populistes de gauche et de droite, ni les défenseurs du néo-libéralisme ne représentent une issue.

Les ouvriers au Venezuela doivent rejeter tout enrôlement dans les rangs des fractions en lutte pour le pouvoir, en rejetant les chants de sirène de la bourgeoisie d’opposition appelant les masses exploitées à rejoindre sa lutte ; de la même façon, ils ne doivent pas tomber dans les filets des partis, groupes ou syndicats de gauche ni dans ceux des gauchistes qui s’opposent au régime, comme ceux qui se réclament d’un soi-disant “chavisme sans Chavez” qui prétendent implanter leur propre interprétation bourgeoise de gauche d’un régime d’exploitation tout à fait semblable à celui de Maduro.

Nous avons vu qu’au Venezuela, il y a eu un grand nombre de protestations sous le régime chaviste. Pour la seule année 2018, 5 000 manifestations ont été comptabilisées (c’est-à-dire une moyenne de trente manifestations par jour), la majorité d’entre elles pour exiger des droits sociaux élémentaires comme de la nourriture, de l’eau, des services sociaux et de meilleurs salaires. Il faut signaler en particulier au cours de ces dernières années, les luttes des médecins et des infirmières qui ont non seulement osé défier les forces de répression de l’État, mais ont aussi montré une solidarité très typique d’une réaction de classe, en identifiant leurs intérêts avec ceux de leurs patients qui n’ont ni médicaments ni possibilité de soins et appelant à l’unité de leur lutte avec d’autres secteurs comme les enseignants et l’éducation. Cependant, ces luttes n’ont pas été épargnées par la pénétration des organisations syndicales et corporatistes afin de les contrôler et de les saboter, même s’il faut souligner le fait qu’il y avait une tendance à rejeter aussi bien le chavisme que les forces d’opposition pour tenter d’être plus autonomes dans leurs luttes. Les ouvriers doivent poursuivre leurs luttes contre le régime d’exploitation de la bourgeoisie sur leur propre terrain de classe. Dans ce combat, les ouvriers doivent essayer d’entraîner derrière eux les autres couches non exploiteuses de la société ; le prolétariat est la seule classe qui a la capacité de transformer l’indignation sociale en vrai programme politique de transformation sociale.

Les organisations révolutionnaires qui se réclament de la Gauche communiste, comme les minorités les plus politisées du Venezuela, de la région comme du monde entier doivent appeler au développement d’un mouvement sur les bases prolétariennes de la solidarité et de la lutte avec les masses exploitées comme celle du Venezuela dans n’importe quelle partie du globe. Le prolétariat mondial a une réponse à apporter face à cette perspective d’enfoncement dans la barbarie ; pour cela, il doit défendre bec et ongles son autonomie de classe, ce qui suppose le rejet de toutes les bandes bourgeoises rivales et l’affirmation de ses propres revendications en tant que classe ; la lutte pour l’unité de tous les ouvriers doit se construire autour du cri de ralliement : “D’ici ou d’ailleurs, partout, la même classe ouvrière !”■

CCI, 12 février 2019

1) Pour comprendre, en profondeur et dans sa dimension historique, la notion de “décomposition du capitalisme”, lire nos “Thèses : La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste”, *Revue internationale* n° 107 (4e trimestre 2001),

2) Voir notre article “Crise au Venezuela : Le prolétariat exposé à la misère, au chaos et à la répression capitaliste”

3) Voir notre article lors de la mort de Chavez en mars 2013 : “Le legs de Chavez à la bourgeoisie : un programme de défense du capital, une grande mystification pour les masses appauvries”.

4) Nous avons dénoncé à de nombreuses reprises le “grand mensonge” du XXe siècle, à savoir le prétendu “communisme” des pays comme l’URSS, la Chine, Cuba, la Corée du Nord, etc. Voir en particulier notre article repris d’*Internationalisme*, organe de la Gauche communiste de France (1946) et publié dans la *Revue Internationale* n° 131 (4e trimestre 2007) : “L’expérience russe : propriété privée et propriété collective”. On peut aussi renvoyer à notre article en espagnol : “Cinq questions sur le communisme”, et aussi en espagnol : “20 ans après la chute du stalinisme, l’URSS était-elle un capitalisme d’État ou un “État ouvrier dégénéré” ?”.

5) Voir notamment l’article : “Derrière les opérations “humanitaires”, les grandes puissances font la guerre”, *Revue internationale* n° 71, (4e trimestre 1992), et l’article en espagnol : “Haïti : Derrière l’aide humanitaire, l’hypocrisie bourgeoise et l’affrontement impérialiste”.

6) Lire notre article : “Migrations en Amérique latine : seul le prolétariat peut arrêter la barbarie du capitalisme en décomposition”, *Révolution Internationale* n° 474, (janvier-février 2019).

☞☞☞☞☞

migrés des “gilets jaunes”. La solidarité est en effet le ciment et la force de la classe ouvrière.

Le prolétariat a perdu momentanément son identité de classe, il est coupé de son histoire et de son expérience. Mais il est toujours là, bien vivant. Au plus profond de lui-même, la réflexion sur l’absence de perspective de la société capitaliste se poursuit, notamment parmi les éléments les plus conscients et combatifs. Poussé par l’aggravation de la crise économique, au début sans avoir conscience de sa force, sans croire en sa possible unité et son auto-organisation, le prolétariat sera contraint d’engager le combat pour la défense de ses conditions d’existence. Le mouvement des “gilets jaunes” est un signe révélateur de la profondeur du mécontentement qui existe dans toute la classe exploitée et des potentialités de la lutte de classe à venir.

Face à la paralysie momentanée de la lutte de classe, les révolutionnaires doivent s’armer de patience, ne pas craindre l’isolement, les pluies de critiques et d’incompréhensions ; ils doivent démasquer tous les ennemis du prolétariat, tous les pièges idéologiques, toutes les impasses, afin de participer, à la hauteur de leurs faibles forces, au développement de la conscience au sein de la classe ouvrière. Ceci avec la conviction que seule la lutte de classe est capable d’ouvrir une perspective d’avenir pour l’humanité■

RI, 24 décembre 2018

1) “Face à la misère et à la dégradation de nos conditions de vie : Comment lutter pour faire reculer le gouvernement et le patronat ?” (tract disponible sur notre site Internet).

2) “Thèses sur la période de décomposition”, *Revue internationale* n° 107 (2001).

3) “Quand la bourgeoisie fait croire au prolétariat qu’il n’existe pas”, *Révolution Internationale* n° 447 (2014) et"Pourquoi le prolétariat n'a pas encore renversé le capitalisme ?, *Revue Internationale* n° 104 (2001)

COURRIER DES LECTEURS

Le mouvement des “gilets jaunes” peut-il ouvrir la voie à la lutte de classe ?

Nous publions ci-dessous de larges extraits du courrier d’un lecteur qui, tout en saluant la ligne directrice de notre tract sur le mouvement des “gilets jaunes”, critique également certaines de nos positions, en particulier l’idée selon laquelle rien de bon ne pouvait sortir de ce mouvement interclassiste pour le prolétariat. Ces questionnements touchent à des aspects extrêmement importants de la lutte du prolétariat : ce qu’est la classe ouvrière, son combat, sa perspective.

Ce n’est que par un débat large, ouvert et animé, que nous parviendrons à élaborer les réponses les plus profondes, à participer au développement de la conscience de classe du prolétariat, à nous emparer de l’arme de la théorie. Nous encourageons donc tous nos lecteurs à nous écrire, à formuler leurs critiques, leurs accords ou leurs questions, afin de nourrir un débat vital pour le prolétariat. C’est avec cet état d’esprit que nous accompagnons ce courrier de notre réponse.

Courrier de notre lecteur

“(…) J’ai parcouru différentes prises de position dont celles des différents groupes gauchistes qui voient ce mouvement comme une réédition de 68. Or la différence saute aux yeux, mais une telle comparaison justifie leur soutien débridé.

On peut reconnaître comme le fait votre tract que l’éclosion spontanée de ces blocages traduit des colères sociales très profondes. Colères très diverses sinon contradictoires, exprimant le caractère interclassiste et son expression citoyenne voire nationaliste. D’accord avec votre critique sur le fond.

Sur trois points il pourrait y avoir discussion :

– L’idée d’un piège tendu aux ouvriers. Quel sens donner à ce “piège” ? Un piège suppose une organisation qui le prépare, l’organise, etc. Or on ne voit rien de tout cela ici.

Il y a aussi dans le tract l’idée que la classe ouvrière est empêchée de lutter : “*Tout ce joli monde, chacun avec son credo, occupe et quadrille le terrain social pour empêcher les ouvriers de se mobiliser massivement, de développer une lutte autonome, solidaire et unie contre les attaques de la bourgeoisie*”. Les ouvriers sont-ils seulement “empêchés”, sans quoi ils lutteraient ouvertement sur leur terrain classiste ? Non, évidemment.

Il y a bien un mouvement social mélangé, dans lequel le rapport n’est pas à l’avantage de la classe ouvrière et laisse libre cours à d’autres couches pour soutenir leurs propres intérêts, ce qui n’est pas étonnant aujourd’hui. D’accord, dans ce sens, avec le passage : “*les prolétaires veulent exprimer leur profonde colère mais ils ne savent pas comment lutter efficacement pour défendre leurs conditions d’existence face aux attaques croissantes de la bourgeoisie et son gouvernement*”.

– Là encore, est-il possible de concevoir une lutte de classe autonome comme préalable à un mouvement conséquent ? La lutte de classe ne devient-elle pas autonome en se dégageant comme telle au cours du mouvement lui-même ?

– Même si je partage la critique du contenu et des méthodes, je resterais davantage ouvert sur la possibilité de leur évolution. [Vous avez] remarqué le caractère spontané dans le déclenchement de ces blocages, or certains affichent le souci de s’auto-organiser, de fonctionner par de vraies AG, etc. (…)”

Notre réponse

À partir d’un constat commun sur le mouvement des “gilets jaunes” (1) caractérisé par des “*colères très diverses sinon contradictoires, exprimant le caractère interclassiste et son expression citoyenne voire nationaliste*”, ce courrier pose trois questions importantes.

Un piège pour les prolétaires ?

Notre tract affirme que ce mouvement est un véritable piège pour les prolétaires. Mais pour le camarade “*quel sens donner à ce “piège” ? Un piège suppose une organisation qui le prépare, l’organise, etc. Or, on ne voit rien de tout cela ici*”. En effet, ce mouvement a été spontané. Une jeune auto-entrepreneuse de Seine-et-Marne a lancé sur les réseaux sociaux une pétition contre l’augmentation des taxes sur le gazole. Puis un chauffeur-routier du même département a appelé à bloquer les routes, affublé d’un gilet jaune. De clic en clic, ces deux cris de colère se sont propagés à très haut débit, témoignant d’un ras-le-bol généralisé dans la population.

Il ne s’agit donc pas d’un piège tendu par la bourgeoisie, son État, ses partis, ses syndicats ou ses médias, mais d’un mouvement qui, de par sa nature interclassiste, est en lui-même un piège pour les ouvriers. Car dans un mouvement interclassiste où les prolétaires (employés, étudiants, retraités, chômeurs…) sont dilués comme individus-citoyens au milieu de toutes les autres couches de la société (petite-bourgeoisie, paysannerie, artisanat…), dominent les aspirations sociales et les méthodes de lutte de toutes ces couches intermédiaires.

C’est pourquoi le point de départ du mouvement fut l’explosion de colère des chauffeurs routiers, des taxis et des patrons de PME face à l’augmentation des taxes sur le gazole venant pénaliser encore un peu plus leur entreprise. C’est pourquoi le moyen d’action privilégié fut l’occupation des ronds-points et des péages, puis de “la plus belle avenue du monde”, les Champs-Élysées, un gilet jaune fluo sur le dos, pour “se faire voir”, “se faire entendre” et surtout se faire “reconnaître”. C’est pourquoi le drapeau tricolore, *La Marseillaise* et les références à la Révolution française de 1789, ont été aussi omniprésents au milieu de ce cri du “Peuple de France”. Autant de méthodes qui n’expriment en rien une mobilisation de la classe ouvrière sur son propre terrain, remettant en cause l’exploitation du capitalisme à travers des revendications telles que la hausse des salaires, contre les licenciements, etc.

Par ailleurs, les méthodes de lutte de la classe ouvrière ne s’y sont jamais exprimées. L’absence de grèves dans différents secteurs de la classe ou bien d’assemblées générales, au sein desquelles les exploités débattent et réfléchissent sur leur lutte et les objectifs à lui donner, le confirme aisément.

Pire encore, le terrain pourri du populisme et de la xénophobie gangrène une large partie du mouvement. Ce sont ainsi exprimés certains aspects les plus nauséabonds de la période historique actuelle, comme les appels officiels à renforcer les lois anti-immigrés ou des exactions xénophobes.(2) Plus de 90 % des sympathisants du *Rassemblement national* de Marine Le Pen soutiennent les “gilets jaunes” et plus de 40 % affirment participer eux-mêmes au mouvement.

Voilà dans quelle nasse ont été pris tous ces prolétaires en gilet jaune. Oui, ce mouvement a été pour eux un véritable piège idéologique.

Quelles sont les causes des difficultés politiques de la classe ouvrière ?

En quelques lignes ce courrier pose une question centrale : “*Il y a aussi dans le tract l’idée que la classe ouvrière est empêchée de lutter* (…). *Les ouvriers sont-ils seulement “empêchés”, sans quoi ils lutteraient ouvertement sur leur terrain classiste ? Non, évidemment*”. Quelles sont les causes des difficultés politiques actuelles de la classe ouvrière ? La réponse n’est pas dans une vision photographique du prolétariat d’aujourd’hui mais dans le film de son histoire. Nous ne pouvons donc répondre complètement ici, dans le cadre de cet article, à cette question complexe. (3) Nous voulons simplement marquer une insistance. Il ne faut pas sous-estimer le travail de sape permanent des syndicats dont le rôle spécifique depuis plus d’un siècle est justement le sabotage, sur les lieux de travail, des luttes et de la conscience.

Un seul exemple : quelques mois seulement avant le mouvement des “gilets jaunes”, les syndicats ont organisé la “grève perlée des cheminots”. Des milliers de travailleurs, particulièrement combatifs, ont enchaîné de nombreux jours de grève, complètement isolés, coupés des autres secteurs du prolétariat. Pourtant, au même moment, dans les EHPAD, à *La Poste*, dans les crèches, les hôpitaux, certaines usines, etc., des luttes se déroulaient également, chacune dans leur coin. Puis la CGT a lancé son appel à la “convergence des luttes”, simulacre d’unité consistant à défiler dans la rue, les uns derrière les autres, sous “son” mot d’ordre, “sa” corporation, “sa” boîte... et à repartir chacun chez soi sans assemblée générale commune, sans discussion, sans solidarité dans la lutte.



L’appel à la convergence entre le mouvement des "gilets jaunes" et les mobilisations syndicales a pour but d’amalgamer la révolte du "peuple" avec la lutte de la classe ouvrière afin d’en dénaturer les principes.

Ces mouvements syndicaux qui se répètent année après année, ont pour seule fonction de répandre le poison de la division, du désespoir, de l’impuissance. Alors, oui, le sabotage systématique de l’unité ouvrière par les syndicats est l’un des ingrédients majeurs de la faiblesse actuelle du prolétariat, faiblesse qui crée un terrain favorable à l’explosion de colères interclassistes et, donc, sans perspective.

En fait, la bourgeoisie exploite les faiblesses du prolétariat pour tenter de l’assommer davantage. En effet, la classe ouvrière traverse une période difficile. Depuis 1989 avec les campagnes sur l’effondrement du stalinisme identifié à la prétendue “faillite du communisme”, le prolétariat n’a pas été en mesure de retrouver son identité de classe et de se reconnaître en tant que classe révolutionnaire. Incapable d’esquisser les contours d’une société sans exploitation, la classe exploitée demeure très vulnérable mais surtout très passive sur le terrain de la lutte.

Si, à juste titre, de larges secteurs du prolétariat ne se sont pas reconnus dans la révolte populaire des “gilets jaunes”, ces secteurs centraux n’ont pour autant pas été en mesure de se mobiliser massivement et de façon solidaire et unie, pour riposter aux attaques du gouvernement sur leur propre terrain de classe et avec leurs propres méthodes de lutte.

Cependant, malgré ces difficultés, le prolétariat n’est pas battu. Compte tenu du mécontentement général et des attaques qui se profilent, les grandes masses prolétariennes peuvent très bien sortir de cette léthargie dans la période à venir. L’avenir appartient donc toujours à la lutte de classe.

Les “gilets jaunes”, un tremplin pour la lutte ouvrière ?

“*La lutte de classe ne devient-elle pas autonome en se dégageant comme telle au cours du mouvement lui-même ? Même si je partage la critique du contenu et des méthodes, je resterais davantage ouvert sur la possibilité de leur évolution.* [Vous avez] *remarqué le caractère spontané dans le déclenchement de ces blocages, or certains affichent le souci de s’auto-organiser, de fonctionner par de vraies AG, etc*”.

Le mouvement des “gilets jaunes”, même parti sur de mauvaises bases, pouvait-il se transformer, devenir autre chose, une authentique lutte de la classe ouvrière ?

En faveur de cette thèse, il y a l’élargissement progressif des revendications, puisque le rejet de l’augmentation de la taxe sur le gazole est passé au second plan derrière une plus large protestation contre la pauvreté et pour le pouvoir d’achat. De plus, la sympathie de la population pour ce mouvement ne se dément pas. Si le mouvement n’a jamais été massif (environ 300 000 “gilets jaunes” au plus fort de la mobilisation) et que la majorité des prolétaires des grandes entreprises et de la fonction publique sont restés spectateurs, il n’en reste pas moins vrai qu’il jouit d’une belle cote de popularité.

Toujours à l’appui de cette thèse, il existe des précédents historiques. En voici seulement trois, mais pas des moindres : la Commune de Paris de 1871 a eu comme prémisse une explosion de colère en apparence nationaliste et anti-prussienne ; la grève de masse en Russie en 1905 a débuté sous des bannières religieuses, un pope (Gapone) à sa tête ; Mai 1968 en France a été initié par un mouvement d’étudiants qui étaient, à l’époque, souvent issus de la petite bourgeoisie. À chaque fois, la classe ouvrière s’est finalement portée à la tête de la lutte, avec ses propres méthodes, son organisation, sa force. Pour paraphraser notre lecteur, à chaque fois “*la lutte de classe est devenue autonome en se dégageant comme telle au cours du mouvement lui-même*”.

Alors, le mouvement des “gilets jaunes” aurait-il pu se transformer lui-aussi en autre chose, en une véritable lutte ouvrière ? En fait, le camarade apporte lui-même la réponse dans son courrier : “*Il y a bien un mouvement social mélangé, dans lequel le rapport n’est pas à l’avantage de la classe ouvrière et laisse libre cours à d’autres couches pour soutenir leurs propres intérêts, ce qui n’est pas étonnant aujourd’hui*”.

Mais pourquoi cela ? Parce que nous ne sommes pas en 1871, en 1905, ni même en 1968. En 1871, la Commune de Paris n’est pas une exception. Dans de très nombreuses régions d’Europe, particulièrement en France, la classe ouvrière est en lutte et plusieurs “Communes” éclatent. La grève de masse en Russie en 1905 est précédée de tout un processus profond de montée du combat prolétarien (de sa conscience et de son organisation), là aussi à l’échelle internationale, depuis les années 1890 (Rosa Luxemburg décrit magistralement ce processus dans son livre “Grève de masse, partis et syndicat”). Mai 68 survient après une année 1967 marquée par des grèves ouvrières très importantes, particulièrement dans les grandes villes de l’ouest de la France.

Aujourd’hui, nous ne voyons rien de tout cela. Comme nous l’avons dit plus haut, la classe ouvrière est empêtrée dans de grandes difficultés. Elle n’est même pas consciente de son existence en tant que classe antagonique à la classe bourgeoise et distincte des couches sociales intermédiaires (notamment la petite bourgeoisie). Elle a perdu la mémoire de son propre passé, et ne peut se référer à son immense expérience historique, dont elle a même honte puisque sans cesse la bourgeoisie assimile le mot “ouvrier” à une espèce “disparue” et le mot “communisme” à la barbarie du stalinisme.

Dans cette situation, le mouvement des “gilets jaunes” ne pouvait en aucune façon être une sorte de tremplin ou d’étincelle pour une authentique lutte de la classe ouvrière. Au contraire, les prolétaires embarqués derrière les mots d’ordre et les méthodes de la petite-bourgeoisie, noyés dans l’idéologie interclassiste de la citoyenneté, dilués dans toutes les autres couches sociales, ne pouvaient que subir de façon négative la pression du “démocratisme” bourgeois et du nationalisme.

Par conséquent, heureusement que la majorité de la classe ouvrière s’est contentée d’un soutien platonique et que les prolétaires n’ont pas participé en masse à ce mouvement sans perspective. Cette réticence révèle que, au-delà de sa sympathie pour une partie des revendications contre la pauvreté, la classe ouvrière a surtout été distante, circonspecte, dès le début, devant la focalisation contre les taxes et les méthodes utilisées (l’occupation de ronds-points), alertée et dégoûtée par le soutien immédiat de toute la droite et de l’extrême-droite.

Cette méfiance montre que, malgré ses difficultés à engager la lutte sur son propre terrain de classe, le prolétariat n’est pas écrasé, défait, ni embrigadé massivement dans les idées pourries de la petite bourgeoisie et du populisme xénophobe et anti-immigrés.

Il y a même eu ces dernières semaines, au milieu de ce marasme, de petites lueurs : les lycéens sont rentrés en lutte contre la réforme du bac (sans *Marseillaise* ni drapeaux tricolores), non pour eux-mêmes directement, mais en solidarité avec les futurs élèves qui vont connaître un enseignement au rabais. De même, les étudiants se sont mobilisés pour refuser la hausse des frais d’inscription dans les facs pour les étrangers en brandissant le slogan “Solidarité avec les immigrés”. La colère des jeunes générations scolarisées (et futurs prolétaires) est une réponse cinglante tant aux mesures gouvernementales iniques qu’aux revendications anti-im-

☞☞☞☞☞

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

CCI - site-internet



A lire sur notre site Internet :
fr.internationalism.org

- Dossier mouvement des "Gilets Jaunes"
- Le Brésil entre dans la tourmante
- L'émigration dans le cadre de la décomposition capitaliste
- Pourquoi les prolétaires doivent défendre leur autonomie de classe?
- Sommet de Copenhague: pour sauver la planète, il faut détruire le capitalisme!
- Crise du Brexit: les divisions de la bourgeoisie n'aideront pas la classe ouvrière

Anglais:

- A belated answer to a revolutionary anarchist: Emma Goldman and the Russian Revolution
- Castoriadis, Munis and the problem of breaking with Trotskyism
- China's Silk Road to imperialist domination
- Brexit mess: A ruling class in disarray
- Massacres in Syria, refugees in the Mediterranean: Capitalism is war, poverty and barbed wire

Contact:
http://www.internationalism.org
post: sans autre indication:
BP - 102,
2018 Antwerpen - Anvers
(Centraal Station - Gare Centrale)
email:
benelux@internationalism.org

Le CCI invite ses lecteurs à ses **Réunions Publiques**

Consultez notre site-internet pour plus d'informations sur les lieux et les sujets ou contactez nous par mail

en mars - avril: 1919: Fondation de l'Internationale communiste

1919 : fondation de l'Internationale Communiste

Parmi les nombreux anniversaires historiques à célébrer en cette année 2019, il en est un que les médias et les historiens passent sous silence, ou bien, quand ils l'évoquent -en général très rapidement-, c'est pour en dénaturer consciemment la signification. En mars 1919 s'est tenu le premier congrès de l'Internationale Communiste (IC), le congrès de constitution de la 3ème Internationale.

En fêtant l'anniversaire de la révolution française de 1789 -tout comme pour le bicentenaire des États-Unis, les historiens grassement payés au service de la bourgeoisie insistent sur les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de démocratie, de nation, présentées comme les principes absolus et définitifs enfin trouvés pour l'accession au "bonheur" de l'humanité. Deux siècles d'exploitation, d'affrontement des classes, de misère et de guerres impérialistes ont dévoilé la réalité du capital masquée derrière ces belles paroles. Pour la bourgeoisie, l'objectif de ces célébrations est de faire oublier que *"le capitalisme est né dans le sang et la boue"* (K. Marx), qu'il est né de la lutte des classes, et surtout qu'il est une société transitoire appelée à disparaître comme tous les autres modes de production avant lui.

Pour la bourgeoisie de 1989, l'anniversaire de la constitution de l'Internationale Communiste lui rappelle la réalité et l'actualité de la lutte des classes dans le capitalisme en crise d'aujourd'hui, de l'existence du prolétariat comme classe exploitée et révolutionnaire, et l'annonce de sa propre fin.

La vague révolutionnaire internationale en 1919

La constitution de l'IC éveille aussi de très mauvais souvenirs pour l'ensemble de la classe capitaliste et ses serviteurs zélés. En particulier, l'angoisse qu'elle eut au sortir de la première guerre mondiale devant le flot montant, et qui paraissait alors à tous inéluctable, de la vague révolutionnaire internationale. 1917: révolution prolétarienne victorieuse en Russie en octobre, mutineries dans les tranchées ; 1918: abdication de Guillaume II et signature précipitée de l'armistice devant les mutineries et la révolte des masses ouvrières en Allemagne; mouvements ouvriers à partir de 1919 : insurrections ouvrières en Allemagne, instauration sur le modèle russe de républiques des conseils ouvriers en Bavière et en Hongrie, début de grèves de masse ouvrières en Italie et en Grande-Bretagne ; mutineries dans la flotte et les troupes françaises, ainsi que dans des unités militaires britanniques, refusant d'intervenir contre la Russie soviétique...

C'est Lloyd George, le Premier ministre du gouvernement britannique de l'époque, qui exprime le mieux la frayeur de la bourgeoisie internationale devant le pouvoir des soviets ouvriers en Russie, devant la force du mouvement révolutionnaire, lorsqu'il déclarait, en janvier 1919, que *«S'il tentait actuellement d'envoyer un millier de soldats britanniques en occupation en Russie, les troupes se mutineraient"*, et que *"si l'on entreprenait une opération militaire contre les bolcheviks, l'Angleterre deviendrait bolchevique et il se créerait un soviet à Londres.(...) L'Europe tout entière est gagnée par l'esprit révolutionnaire. Il y a chez les ouvriers un sentiment profond, non seulement de mécontentement, mais de colère et de révolte contre les conditions d'avant-guerre.L'ordre établi, sous ses aspects politique, social, économique, est remis en question par les masses de la population d'un bout à l'autre de l'Europe."* (Cité par E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, Editions de Minuit, 1974.)

La constitution de l'IC marque -nous le savons aujourd'hui- le point culminant de la vague révolutionnaire qui va pour le moins de 1917 à 1923 et qui parcourut le monde entier, traversant l'Europe de part en part, atteignant l'Asie (Chine) et le "nouveau" continent, Canada (Winnipeg) et USA (Seattle) jusqu'à l'Amérique latine. Cette vague révolutionnaire est la réponse du prolétariat international à la première guerre mondiale, à quatre années de guerre impérialiste entre les États capitalistes pour le partage du monde. L'attitude des partis et des militants de la social-démocratie, de la 2ème Internationale engloutie en 1914 face à la guerre impérialiste mondiale, allait déterminer celle qu'ils allaient prendre face à la révolution et à l'Internationale Communiste.

"La 3ème Internationale Communiste s'est constituée à la fin du carnage impérialiste de 1914-1918, au cours duquel la bourgeoisie des différents pays a sacrifié 20 millions de vies. Souviens-toi de la guerre impérialiste! Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et sa langue. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entre-égorger! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement! Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable!" (Statuts de l'Internationale communiste, 2e Congrès, juillet 1920.)

La continuité de l'IC. avec la 2ème Internationale

La 2ème Internationale et la question de la guerre impérialiste

Dans le *Manifeste Communiste* (1848), K. Marx énonce un des principes essentiels de la lutte du prolétariat contre le capitalisme : *"Les ouvriers n'ont pas de patrie."* Ce principe ne signifiait pas que les ouvriers devaient se désintéresser de la question nationale, mais au contraire qu'ils devaient définir leur prise de position et leur attitude sur cette question et celle des guerres nationales en fonction du développement même de leur propre lutte historique. La question des

(suite à la page 2)

nos positions

● **D**epuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● **L**a Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● **L**es régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc.., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

● **D**epuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● **T**outes les idéologies nationalistes, d' " indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc.., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

● **D**ans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● **T**outes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● **A**vec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● **P**our son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● **L**e terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● **L**a classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● **L**a transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● **L**'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

● **L**a clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● **L**'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● **L**e regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

● **L**es positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.